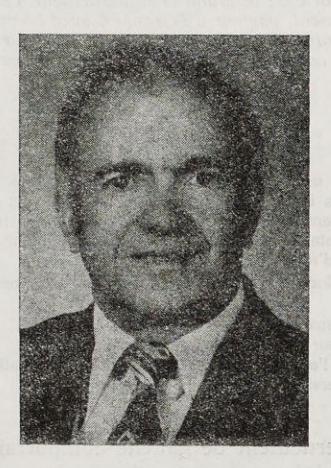
CIRCONSCRIPTION DE CONFOLENS-RUFFEC

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - Scrutin du 12 mars 1978

André Soury

Candidat pour l'union et le changement

présenté par le Parti Communiste Français



suppléante

Denise LAIDET



Electrices, Electeurs,

Nous voici au terme d'une longue campagne électorale. J'ai parcouru nos cantons, visité nos communes. Oui, tout confirme qu'il faut changer. La droite qui règne depuis 20 ans a fait trop de mal.

La vie est trop dure quand tant de salaires n'atteignent pas 200.000 AF, quand le chômage total ou partiel frappe tant de familles.

Denise LAIDET et moi, nous avons vu des mères de famille pleurer en nous expliquant que la viande, à la maison est réservée aux enfants.

Rien n'est plus déchirant que ces mamans qui vous conduisent leur fille en vous priant de bien vouloir lui trouver du travail, « n'importe quoi », quelle que soit sa formation.

Ah oui, face à tant de gens sans travail, le double emploi apparaît comme un défi, et comme le demandent les communistes, il faut le réglementer.

Je n'ai trouvé que des agriculteurs qui s'alarment en constatant que 1978 sera la cinquième année de baisse de leurs revenus.

Et comme si ça ne suffisait pas, d'autorité, par le biais de la taxe de coresponsabilité que M. ALLONCLE a défendu jusqu'au Conseil Général, la majorité à laquelle il appartient veut soutirer 23 milliards d'AF aux producteurs de lait, et inflige 20 % d'augmentation des charges sociales agricoles. Non ce n'est plus possible!

Je ne compte plus les artisans et commerçants qui, après mes réunions m'ont « soumis leur cas » comme ils disent. Et leur cas, c'est toujours les impôts, les charges sociales qui menacent l'existence de nombreux commerces et ateliers artisanaux.

J'ai vu combien de vieux papas, de vieilles mamans, loin, mais très loin, d'être des millionnaires dont parle le Président de la République en parlant de leurs retraites.

L'intérêt avec lequel ils attendent le mois d'avril où les retraites les plus basses seront à 130.000 AF si les communistes sont au gouvernement, a constitué sans doute les moments les plus émouvants de cette campagne électorale.

Je n'ai pas trouvé un seul maire, quelles que soient ses opinions politiques, qui ne m'ait dit que les communes sont à bout de souffle.

J'ai rencontré des chrétiens avec lesquels nos avons pu constater, une fois de plus, notre sensibilité commune à tant de difficultés que supportent trop de foyers modestes, et plus que jamais, nous nous retrouvons avec la même ardeur pour secourir les plus déshérités, ce qui nous conduit à dire ensemble : « Il faut en finir ! ».

Oui, il faut en finir!

Je n'ai trouvé personne pour soutenir qu'il faut que « ça continue ». Et pourtant, réfléchissez. Si la majorité giscardo-chiraquienne, qui a mis le pays dans cet état était reconduite, non seulement ça continuerait mais tout s'aggraverait. Comment pourraient-ils faire autre chose que ce qu'ils font depuis 20 ans !

J'ai tellement été sensibilisé par ce que j'ai vu de près à vos contacts, que plutôt que de m'arrêter dans cette profession de foi, aux traditionnelles raisons « pour lesquelles on se présente à vos suffrages », j'ai voulu, très directement vous livrer mes impressions, en vous disant ce que j'ai ressenti pendant cette campagne électorale.

Oui, il faut changer!

N'écoutez pas ceux qui vous disent que le Programme commun c'est le grand chambardement. Le chambardement, les abus, le chaos, mais nous les avons avec les usines qui ferment, partent à l'étranger, avec les impôts insupportables, avec les immenses fortunes d'un côté, et la misère de l'autre. C'est pour y mettre fin, pour rétablir un juste équilibre, que conformément aux engagements du Programme commun nous voulons mettre en œuvre une politique nouvelle.

Je vous l'ai exposée dans mon dernier journal électoral. En voici les grandes lignes :

1. Les salaires les plus bas à 240.000 AF ;

❸ Le droit à la retraite à 60 et 55 ans avec un minimum de 130.000 AF par mois ainsi qu'aux handicapés ;

❸ L'augmentation de 25 % des Allocations familiales dans l'immédiat et 25 % en plus fin 78 ;

Moins d'impôts pour les petits contribuables n'atteignant pas 880.000 AF de revenus par mois pour un célibataire, et 2.500.000 AF pour un ménage, et davantage pour les plus gros et notamment par un impôt sur le capital et les fortunes dépassant 200 millions d'AF.

2. Fixer les prix agricoles sur la base des coûts de production, des mesures pour l'aménagement foncier, la réorganisation des marchés agricoles.

3. Diminuer sensiblement les impôts et charges sociales aux petites et moyennes entreprises, commerçants et artisans, et un crédit de 300 milliards d'AF en faveur des petites entreprises en 1978.

4. Une nouvelle politique en faveur de la jeunesse, pour l'emploi, la démocratisation de l'Education Nationale, la formation professionnelle, la progression vers le service militaire à 6 mois.

Cette politique sera mise en œuvre par un gouvernement de gauche comportant des ministres communistes. Si la gauche gagne, il y aura des ministres communistes.

Mais pour gagner il faut qu'elle soit unie.

C'est l'objet de nos propositions à François MITTERRAND pour une rencontre en vue d'un accord.

A l'heure où ces lignes sont écrites, F. MITTERRAND repousse ces propositions et dit : « Votons et ensuite nous nous rencontrerons ». Or, pour que la gauche gagne, il faut que les engagements soient pris dans l'union, avant le vote. C'est la garantie que tous les engagements seront tenus, c'est le moyen de mettre toutes les chances du côté de la gauche unie.

Electeurs, électrices, je vous le dis, tout est possible, tout peut être gagné. Mais pour cela, oui, il nous faut un accord avant le deuxième tour.

Alors votez pour l'union et ce Programme Gouvernemental. Aidez-nous à gagner la dernière bataille de l'union.

En vous appelant à voter communiste je ne vous engage pas à approuver toutes nos idées. Vous qui comme nous, voulez le changement, vous n'avez pas d'autre moyen d'obtenir le programme du changement qu'en appuyant, par votre vote, les propositions d'union portées par le candidat du Parti communiste français.

VOTEZ POUR L'UNION EN VOTANT

André Soury

Maire de Pressignac Conseiller Général de Chabanais Vice-président du SIVOM de Chabanais Vice-président du Syndicat Mixte de la Charente-Limousine

> et sa suppléante Denise LAIDET

Institutrice à Ruffec Responsable de la Commission Féminine de la Charente